

Solutions Alliance : une approche nouvelle à des problèmes anciens

Alexander Betts

Au cours des trois dernières années, Solutions Alliance s'est progressivement imposée comme une initiative multilatérale visant à résoudre la prétendue division humanitaire/développement.

La question de savoir comment impliquer le secteur du développement – acteurs, idées et ressources – dans les interventions touchant aux situations de réfugiés et de déplacés n'est pas nouvelle. Il existe déjà toute une série d'initiatives passées qui ont cherché à surmonter la division humanitaire/développement dans le but d'autonomiser les populations déplacées, de renforcer leur résilience et de mobiliser leurs capacités. Toutefois, même si le thème est ancien, l'approche choisie par Solutions Alliance pour remplir ces objectifs tente quelque chose de nouveau.¹ Elle a pour but de concevoir le déplacement d'une manière différente, comme une opportunité potentiellement gagnant/gagnant pour les hôtes, les bailleurs et les personnes déplacées. La prémisse qui la sous-tend est que les personnes déplacées peuvent devenir des agents de changement et de développement – pour eux-mêmes, pour leurs propres pays et pour les communautés qui les accueillent.

Local et mondial

Le modèle se concentre dès son abord sur le niveau national. Des pays spécifiques qui s'engagent de manière particulière à promouvoir des opportunités visant l'autosuffisance des

réfugiés sont sélectionnés comme « champions » et comme point de départ pour initier des Groupes nationaux. Ces groupes rassemblent toute une gamme d'acteurs nationaux et locaux capables de provoquer des changements opérationnels sur le terrain. Leur but, dans chaque cas, consiste à restituer de l'autonomie au pays en vue d'inclure pleinement les populations déplacées dans les plans de développement national, à rassembler des éléments probants et à mener des analyses conjointes, à développer des stratégies de solutions et des interventions qui répondent aux spécificités de la situation nationale à l'intérieur de ce cadre, et à s'appuyer sur la légitimité et le soutien fourni par l'Alliance pour bénéficier ainsi des avantages que procure la connexion avec un réseau mondial d'acteurs.

Jusqu'à présent quatre **Groupes nationaux** ont émergé, tous en Afrique : en relation avec les réfugiés en Zambie, Ouganda, Tanzanie et Somalie (avec un axe particulier sur le Kenya). Ces Groupes nationaux ont élaboré leurs plans de travail, en se concentrant sur des difficultés clairement définies, notamment le soutien de processus pionniers en matière de naturalisation en Tanzanie et en Zambie, le renforcement de

mai 2016

www.fmreview.org/ft/solutions

l'autosuffisance et de la résilience en Ouganda, et l'amélioration des synergies entre retour des réfugiés et déplacement interne en Somalie.

Parallèlement à ces Groupes nationaux, des **Groupes thématiques** ont été constitués comprenant un réseau mondial de soutien qui s'engage à apporter des ressources aux Groupes nationaux. Ces Groupes thématiques jouent le rôle de source potentielle d'expertise, en favorisant la création de réseaux et l'instauration de bonnes pratiques sur lesquels les stratégies spécifiques à chaque situation peuvent venir puiser. Les trois premiers de ces Groupes thématiques sont : **Le Groupe secteur privé** qui impliquera la participation d'acteurs du monde de l'entreprise et travaillera avec les Groupes nationaux pour les connecter à l'entreprise (des petites et moyennes entreprises aux compagnies internationales) ; **le Groupe règle de droit**, qui examinera les obstacles réglementaires qui entravent les solutions progressives et documentera un corpus d'enseignements et de succès en matière de règles de droit ; et **le Groupe gestion de la recherche, des données et de la performance**, qui permettra un accès aux recherches en cours, assurera la promotion de nouvelles recherches pertinentes et soutiendra une analyse commune destinée à éclairer le développement d'une stratégie partagée.

Le mécanisme propre à l'Alliance et qui lui permet de provoquer le changement consiste donc à connecter les niveaux terrain et mondial de ce réseau multilatéral. Ce mécanisme rassemble des pays hôtes et des gouvernements bailleurs, des organisations internationales, des acteurs de la société civile ainsi que l'entreprise et le milieu universitaire. Chacune de ces parties prenantes peut apporter une valeur ajoutée dans des contextes spécifiques grâce à des interventions concrètes et novatrices et grâce à la mobilisation d'un plaidoyer en faveur des communautés affectées par le déplacement. Des pays différents se confrontent à des circonstances historiques et des défis uniques, et dans chacun de ces contextes les rôles respectifs des acteurs du secteur humanitaire, du développement et du secteur privé sont appelés à varier de manière significative.

L'Alliance elle-même

Même si l'Alliance ne fait qu'émerger, un certain nombre d'éléments de ce processus sont dès l'abord novateurs et prometteurs : premièrement, son focus sur les pays qu'elle qualifie de « champions » pour inclure les populations déplacées dans les plans nationaux de développement et soutenir l'autosuffisance, et sa détermination à voir cet engagement rétribué ; deuxièmement, sa création d'une approche authentiquement multilatérale ;

et, troisièmement, sa concentration et sa détermination à soutenir un changement concret et opérationnel au niveau national en connectant le niveau local à un réseau de soutien mondial.

Les activités menées jusqu'ici ont impliqué un processus d'apprentissage itératif et, lors d'une Table-ronde organisée en février 2016, de nombreux éléments significatifs ont émergé avec clarté sur ce qu'est véritablement Solutions Alliance, et ce qui en fait une approche de gouvernance de la migration forcée à fort potentiel d'originalité.² Elle a pour but de transformer les cultures internes au sein-même des domaines respectifs de l'humanitaire et du développement, et d'encourager la création de structures, de systèmes et de procédures fondées sur la reconnaissance d'une série de difficultés systémiques qui entravent notre capacité de concilier ces deux branches d'activité.

L'intérêt et l'engagement des pays champions dépendent de la manière dont leurs gouvernements perçoivent l'initiative et de la valeur qu'ils attachent à y participer. Parallèlement, la capacité de soutien des Groupes thématiques dépend également de leurs accès respectifs à des sources de financement. Jusqu'à présent les seules ressources que l'Alliance peut maîtriser sont les engagements volontaires d'autres entités – bailleurs, entreprises et universitaires.

L'Alliance en est encore à se définir elle-même. Toutefois, l'évolution du modèle de l'Alliance au cours des trois dernières années semble suggérer qu'elle a la capacité de résoudre la question de savoir où se situer sur le spectre entre réseau et institution. D'une part, en tant que réseau il est prévu qu'elle reste souple, dynamique et informelle. De l'autre, elle nécessite une capacité institutionnelle et des ressources afin de pouvoir agir. Elle manque encore des ressources nécessaires pour pouvoir soutenir directement le travail des Groupes nationaux et thématiques, et cela engendre à son tour un défi qui consiste à gérer les attentes, tant des gouvernements hôtes que de tous ceux qui sont investis et qui agissent et participent à ce réseau mondial.

Alexander Betts alexander.betts@qeh.ox.ac.uk
 Directeur, Centre d'Études sur les Réfugiés, Université d'Oxford www.rsc.ox.ac.uk et Co-président du Groupe de travail gestion de la recherche, des données et de la performance de Solutions Alliance
www.solutionsalliance.org/thematic-groups/research-data-and-performance-management/

Co-auteur de *Refugee Economies: Forced Displacement and Development* (parution prévue en 2017), Oxford University Press.

1. www.solutionsalliance.org

2. Cet article s'appuie en partie sur la Déclaration de synthèse de la Table-ronde tenue en 2016 par Solutions Alliance.
<http://tinyurl.com/SolutionsAllRoundtableSummary>